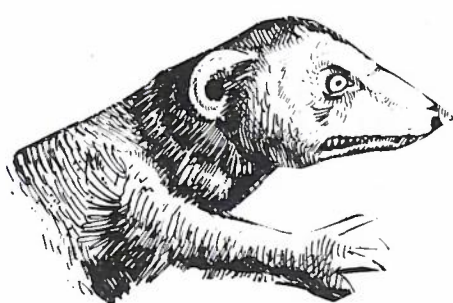
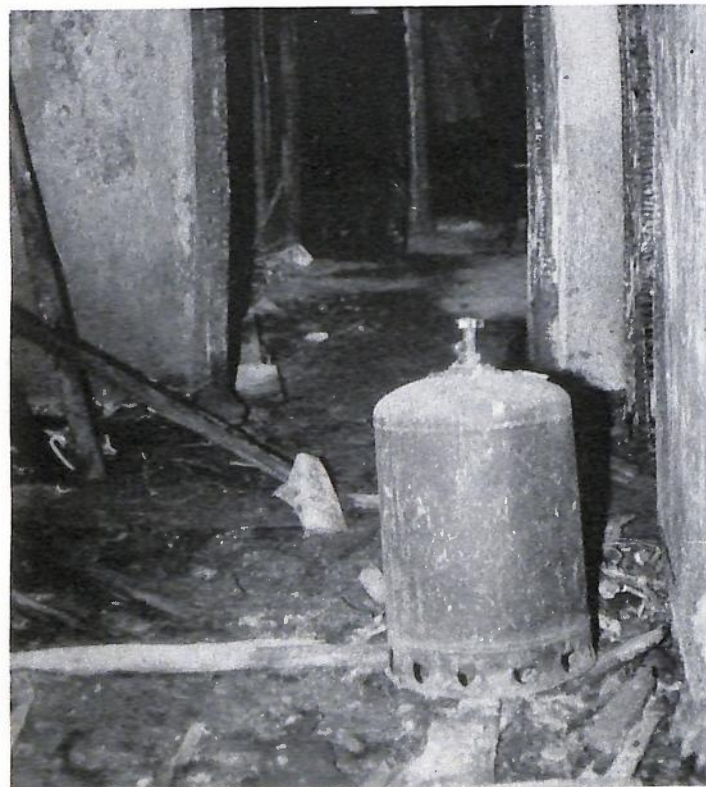


## Nos amies les bêtes..... HISTOIRE DE MANGOUSTE



Le 2 mai... «La Mangouste» à BARBE ROUGE...



avait aussi ouvert des bouteilles de gaz

**L**a réalité dépasse la fiction quand on pense que jeudi 7 mai Giscard devait venir à Toulouse et que le samedi 2 mai des organisateurs, supporters ou autres foutaient le feu aux locaux de l'imprimerie 34, de radio Barberouge et de la Ligue communiste. Je conçois assez facilement que pour préparer une campagne électorale on ait besoin d'affiches, de pinceaux, de colle, à la rigueur de manches de pioches au cas où les colleurs seraient attaqués. Mais de bidon d'essence ou de pétrole, alors là, il y a quelque chose qui ne tourne pas rond. La farce électorale est suffisamment sinistre comme cela sans qu'il soit besoin de la pimenter d'incendies et quelques fois de meurtre. Les partis de gauche toulousains affirmaient péremptoirement : « Voilà ce que l'on appelle la stratégie de tension; à travers vous, c'est nous qui étions visé. Evitez de tomber dans le piège d'une protestation trop véhémente si vous ne voulez pas faire le jeu de la droite.

Après bien des discussions, des supputations, nous avons obtenu une salle du parti socialiste et le soutien de plusieurs organisations.

Pendant le meeting, les trois incendiés ont lu des discours qui se voulaient dignes dans l'adversité. La Ligue a même appelé à voter Mitterand; Barberouge a expliqué ce qu'était leur radio et leurs projets; l'imprimerie 34 ce qu'elle entendait par moyens autonomes d'expression et de lutte; en plus nous avons passé une bande vidéo sur la montée du fascisme en Europe. Les trois sinistres s'occupaient en outre de sono, de la sécurité de la salle, du service d'ordre à l'extérieur, du ménage et de bien fermer les portes avant de partir. Les 4/5ème des personnes sont venues chaleureusement nous manifester leur soutien; quelques esthètes des meetings ont critiqué l'attitude de l'un ou de l'autre des organisateurs. Une victime, cela se doit d'être propre, convenable, bien élevé et la mainsur le cœur; il y a des règles de bienséance à Toulouse que personne ne doit ignorer, sinon c'est la condamnation irréversible. En plus, 5 ou 6 faurissoniens, en mal de radicalité, nous ont couvert d'insultes et devaient le lendemain nous désigner nommément ainsi que le local par le biais d'inscriptions murales.

Voilà trois fois que cela saute ou brûle à l'imprimerie 34. Chaque fois il y a une bonne raison; les deux dernières nous n'étions absolument pas concernés. En 80, c'était la venue du Palestinien Ibrahim (Sus); cette fois-ci, c'est les élections; et demain pourquoi pas, la rencontre Toulouse - Bastia; il n'y a aucune raison que cela cesse.

Des petits malins prétendent que nous sautons de joie car cela nous fait de la publicité, d'autres pensent que cela nous maintient au hit-parade des révolutionnaires; d'autres, que c'est nous qui nous faisons sauter afin de remplir nos caisses. Les bruits de toutes sortes circulent que nous soyons arrêtés ou que nous ayons un pépin; de fait, les organisations en général supportent mal, même très mal notre autonomie. Voilà 11 ans que nous y travaillons, voilà 8 ans que nous le faisons à travers l'imprimerie, Basta et l'audio-visuel. Surveillé dans nos moindres gestes par la gendarmerie, la police ou par notre entourage, on nous demande un travail au plus bas prix possible dans les plus courts délais. Comme si il y avait des organisations de travailleurs qui luttent pour des conditions de vie possible mais qui la refusent aux autres, ou du moins n'en tiennent pas compte. Faisant intimement partie par nos théories du mouvement ouvrier, il est facile de venir nous demander le coup de main, la gratuité pour tel ou tel tract ou affiche; il est facile ensuite d'aller dans une imprimerie conventionnelle pour un travail plus conséquent; il est enfin facile de nous reprocher la nature de nos travaux

**Samedi 2 mai 1981 : Sont-ce les coups de canons qui fêtent l'élection du président, ou les volutes de fumée de celle d'un nouveau pape ? Non, c'est la Mangouste qui est passée. Comme quoi, les groupuscules fascistes sont prêts à toutes les provocations par ces temps qui courent. Mais, nous dit-on, ils n'existent pas, les rats sortis de l'ombre du pouvoir ! Ils sont une mystification de plus ! Si les « faurissoniens » ne disaient que cela, peu importerait. Mais leurs émules, pour l'affirmer, à visage caché, sont prêts à toutes les méthodes : délation, insultes nominales sur les murs, mensonges, bris de vitrine etc... Etrange « évolution » que la leur !**

**Nous rappelons dans ce « Basta » nos positions sur l'Etat et le fascisme dont il est porteur.**

**Enfin c'est ce qui nous importe dans les mois qui suivent l'élection de Mitterand : que soit réalisé tout ce qui ne mange pas de pain - mesures de libération, d'ouverture du carcan; amnistie générale pour tous les prisonniers politiques.**

commerciaux (dépliants publicitaires) que nous effectuons pour assurer notre survie. Quand un ouvrier se prend le doigt dans la machine, victime d'un accident du travail, l'organisation syndicale tape affectueusement dans le dos de la famille; la machine a un remplaçant, le syndicat et l'usine se remettent à tourner.

Nous ne voulons pas que les petites lueurs d'expression, de parole libre que représentent une radio, une imprimerie, des associations soient éteintes par le premier facho venu, que les gens de gauche laissent faire préoccupés par je ne sais quelle prise de pouvoir et que le cirque continue.



L'image d'un autodafé...

## LES MOYENS D'EXPRESSION ATTAQUES ENCORE UNE FOIS...



**Déclaration de l'imprimerie 34 durant le meeting de protestation du mercredi 6 mai, à la suite des attentats du 2 Mai.**

L'imprimerie 34 existe depuis maintenant huit ans. Nous l'avons créée à quelques uns, parce que nous en avons assez des patrons et que dans la retombée des luttes d'après 68, nous nous sommes dit :

- nous vivrons par nos propres moyens
- nous créerons en même temps un outil au service de la critique, un outil qui fera que nous, travailleurs, nous ne serons jamais soumis au pouvoir de quiconque pour nous exprimer.

C'est autour de ces deux pôles qu'a démarré l'imprimerie : moyen de survie, pour ceux qui en avaient conçu le projet (et par la suite pour bien d'autres) et moyen d'expression, de création et de critique.

Aujourd'hui, nous sommes encore attaqués. (pour la troisième fois). Cette fois la cause immédiate est peut-être le climat électoral. Peut être en effet que c'est la gauche, les chances de Mitterrand que l'on veut atteindre ? Mais les deux autres attentats que nous avons subi avaient bien d'autres raisons. Une fois en 1976, c'était notre participation en tant que libertaires, à la lutte anti-franquiste, une autre fois, en mai 80, parce que nous avions imprimé pour des travailleurs immigrés. Dans ces deux cas, ce n'était pas une imprimerie, une «boutique» qui était attaquée, ce n'était pas Mitterrand non plus.

Non, c'était bien le potentiel d'un moyen d'expression et de diffusion d'idées que nous avons mis en place. Qu'il est doux d'être imprimeur à Toulouse... sauf pour l'imprimerie 34.

Cette dernière attaque se révèle être pour nous particulièrement grave. L'imprimerie est aussi notre outil de survie, l'imprimerie s'est développée avec beaucoup de camarades qui nous ont rejoint sur notre façon de travailler. Ainsi, dans un contexte économique déjà difficile pour tout le monde, nos choix de travailler nombreux, sans hiérarchie s'il correspondent à nos conceptions et à nos projets, nous donne cependant à tous des moyens de survie relativement précieuses. Ainsi nous n'avons pas comme, c'est le cas pour un parti ou une association, de ressources extérieures (cotisations de militants, aides et soutiens financiers qui permettraient de réparer un local). C'est pour chacun de nous le minimum vital qui est amputé.

Dans le feu qui le 2 mai a détruit notre local, c'est le travail d'au moins 15 jours, et de 20 personnes environ qui a brûlé soit 70 000 F et près de 100h de notre vie, à chacun, passées pour rien derrière les machines. Nous ne pouvons pas supporter cela.

Pendant ces huit ans d'existence de l'imprimerie le pouvoir en place n'a cessé de relayer les excès fascistes, par un harcèlement constant pour tenter de nous bloquer.

En 1976, outre l'attentat le plus grave qui avait détruit toutes nos machines, la police essayait de nous mettre sur le dos les révoltes de Montredon !

En 1977, arrestations, perquisitions, vérifications de tous nos travaux, garde à vue... le prétexte : savoir si nous avions imprimé une affiche trouvée à Bordeaux... un an auparavant !

- convocations toutes ces années là pour savoir ce que nous imprimions pour aider les anti-franquistes espagnols.

Cet état de choses s'est encore aggravé après la loi sur l'affichage. Comme nous n'avons pas l'habitude de donner le nom et l'adresse de nos clients à la gendarmerie, nous avons dû subir plusieurs procès verbaux, plusieurs amendes. Parce que si l'éditeur n'est pas retrouvé c'est l'imprimeur qui est responsable. Cette loi est liberticide. Elle a comme prétexte de rendre les murs propres. Dans la réalité du système capi-

taliste il s'agit plutôt de rendre les espaces muraux commercialisables pour les Giraudy, Decaux ou Avenir Publicité. Voilà pourquoi, cette loi dite écologique est en fait liberticide. C'est le fric qui pollue !

Les fascistes, dans l'ombre du pouvoir, supportent toujours très mal que nos idées aient les moyens de s'exprimer. C'est pourquoi l'imprimerie «ENCRE NOIRE» à Marseille a été plastiquée au mois d'août 1980. Une personne y fut tuée.

Le pouvoir le supporte aussi très mal : pour d'autres imprimeurs en France, EDIT 71 à Paris, IPN à Lyon et toujours «ENCRE NOIRE» à Marseille, c'est la chasse aux imprimés des objecteurs de conscience, aux textes des réfractaires au militarisme, comme la revue «Avis de Recherche». En Allemagne social-démocrate, les travailleurs de l'imprimerie AGIT à Berlin, de FANTASIA à Stuttgart furent emprisonnés pour avoir imprimé des journaux d'extrême gauche. A chaque fois c'est un outil de travail et d'expression qui est mis en péril. Cela va plus loin que la seule période électorale actuelle. Et cela touche l'Europe entière.

Tout cela nous confirme dans notre pensée initiale : quels que soient les pouvoirs politiques qui gèrent l'Etat, les travailleurs doivent se donner les moyens de leur autonomie. Leur salut ne viendra que d'eux-mêmes.

Animés par ce souci, nous avons créé en 72, parallèlement à l'imprimerie, l'Association pour l'Art et l'Expression Libre. Son but est de permettre aux individus, et aux groupes indépendants des partis politiques de connaître les techniques d'impression.

Ils apprennent le montage, les maquettes et l'utilisation d'un petit matériel offset. L'autonomie technique, en sérigraphie, en offset est un moyen de l'autonomie politique. Nous devons être à la fois les architectes et les maçons de notre expression. Enfin, nous avons un journal qui est notre expression spécifique : le journal «BASTA».

Nous avons dit ici ce que nous étions : lieu de travail, de production, de survie, lieu d'expression pour les utilisateurs et pour nous-mêmes.

Nous avons dit la pratique que nous avons eu pour ouvrir à tous les moyens d'expression.

Nous avons dit enfin les attaques légales et parallèles que nous avons eu à subir d'un Etat et de ses barbouzes; ces actes sont commis en toute impunité voire en toute complicité : dossier classé à chaque fois.

Ajoutons maintenant un mot sur les possibilités d'expression dans notre ville. Il y a quelques années encore, la Halle aux grains, la Salle du Sénéchal étaient des lieux disponibles. La Salle du Sénéchal a été détruite par les fascistes, la Halle aux Grains a été confisquée par la municipalité au profit d'une politique culturelle de prestige et de monopole. Il ne reste rien pour les groupes d'expression sociale, pour les troupes des jeunes Théâtre, musiciens. Enfin l'ADELE vient de brûler.

Notre combat à partir de maintenant portera sur deux points essentiels en liaison avec les autres camarades victimes de la Mangouste :

- la responsabilisation de la municipalité dans ces événements et l'indemnisation totale des dégâts (il n'est pas normal que l'on soit toujours obligé de faire appel au porte monnaie des sympathisants)

- deuxième point : nous nous joindrons à toutes les luttes pour obtenir des lieux ouverts et la fin de cette scandaleuse main mise de la municipalité de Toulouse.



A l'imprimerie 34 : les pompiers ont mis dans la rue ce qu'il reste, les livres et les affiches... Au premier plan couverture prémonitrice de Basta



Samedi 2 mai 1981 a été pour «l'Imprimerie 34», «Radio Barbe Rouge» et la «Ligue Communiste» une journée d'autodafé. Hier, en toute impunité la «Brigade Mangouste» a mis le feu à ce qui, pour elle, représente une expression libre, représente des idées de résistance aux monopoles. Pour nous, travailleurs de l'imprimerie 34 le septennat a bien commencé; il s'est bien achevé.

C'est la troisième fois que nous avons affaire à des attentats et c'est le fruit du hasard s'il n'y a pas eu de victimes parmi les locataires de l'immeuble.

- en 1974 quelques-uns d'entre nous étaient emprisonnés pour avoir lutté contre la barbarie franquiste.
- en 1976 les «guerilleros del christ rey» faisaient sauter nos locaux, détruisant nos outils de travail. Pour faire bonne mesure l'un d'entre nous était arrêté.
- en 1980, un attentat était revendiqué par un mouvement d'extrême-droite.
- le 2 mai 1981, ça continue.

A chaque fois les sigles diffèrent. Mais l'ambiance giscardienne s'y prête, qui a tout fait pour s'acoquiner avec les groupes d'extrême-droite, et restreindre les libertés :

- groupes fascistes servant de service d'ordre à Giscard en 1974,
- scandales étouffés avec des barbouzes (Canard Enchaîné, de Broglie,...) ou avec des tyrans (Bokassa)
- loi limitant l'affichage,
- enfin, loi Sécurité et Liberté de Peyrefitte.

Dans le même temps, on a connu la disparition d'une librairie de gauche de Toulouse, harcelée par des bris de vitrines et des incendies : la librairie Demain; la destruction d'une imprimerie à Marseille : l'imprimerie Encre Noire, on a connu Copernic, les morts du café d'Hendaye, la profanation de cimetières juifs.

A tous les coups : non-lieux et dossiers classés.

Lorsque nous sommes arrivés sur les lieux de l'attentat, le 2 mai 1981, la police cherchait visiblement à minimiser l'affaire. Après un bref examen de notre part, nous avons découvert : 2 foyers d'incendie, des tisons de bouteille, une boîte d'allumettes et des livres imbibés d'essence. Si la revendication par la «Mangouste» n'avait pas eu lieu, la Préfecture de Police aurait étouffé l'affaire. La police ferme les yeux. Les pouvoirs publics se lavent les mains.

Si nous protestons, nous sommes taxés de marginaux, voire de terroristes. En plus de notre travail d'imprimeurs, il est vrai que nous avons combattu contre le franquisme, combat dont l'épilogue a eu lieu en 1981; les procès des anti-franquistes des G.A.R.I. se sont conclus par un acquittement général. Mais l'anti-fascisme est mal vu par les Giscard-Ponia-Peyrefitte et ceux qui, à leur ombre, font les coups de main. Nous ne connaissons pas ce que sera le prochain septennat : nous connaissons celui qui a eu lieu.

Nous luttons et lutterons pour nos moyens de survie, d'expression, et pour le droit d'expression de toutes les minorités. Faudra-t-il pour cela que les travailleurs de l'imprimerie 34, de l'Association pour l'Art et l'Expression Libre, demandent un permis de port d'armes, afin que leur défense soit proportionnelle aux attaques qui leur sont faites ?

# Les Racketteurs de l'Ombre

collective. Mais comme un de nos copains a été nominalement attaqué, que nous sommes contre le lâche anonymat des crachats commis sur les murs, cette fois-ci ceux qui ont fait et collaboré à « Basta » signent. Ce n'est pas un nom, mais 10 qu'ils pourront écrire : F. Bouyer, Chitti, G. Fabre, M. Guilhem, C. Martre, Ph. Pley, B. Réglat, G. Rivière, M-T. et N. Taillefer.

B. Réglat, G. Rivière, M-T. et N. Taillefer.



Le 7 mai après l'attentat : slogans de flippés et faurissoneries...

**D**ites n'importe quoi, il en restera toujours quelque chose. Voici trois mois ou quatre qu'une étrange guerre s'est allumée. Il s'agit de la fameuse affaire Faurisson, vous savez, ce prof qui remet en question l'existence des chambres à gaz. Cette remise en cause d'un moyen du génocide juif a entraîné une immense levée de boucliers, et le moins que l'on puisse dire c'est que les arguments employés par les détenteurs de la vérité historique officielle sont loin d'être convaincants. Personne n'a pu encore produire un témoin, une preuve déterminante certifiant l'existence de ces fameuses chambres.

Pour nous, convaincus que les alliés ont profité de leur victoire pour asseoir leur hégémonie sur le monde à Yalta, pour moderniser le capitalisme privé, pour installer définitivement le capitalisme d'état d'une part mais d'autre part convaincu de l'horreur du nazisme et inquiets du retour à la barbarie d'extrême-droite après les attentats de Bologne, Munich et Copernic, nous avons écrit un article dans Basta sur ces sujets.

Après avoir donné notre opinion nous avons protesté contre la teneur et la distribution d'un tract « Notre royaume est une prison » car son édition et sa diffusion se situaient à l'époque de l'attentat de la rue Copernic; ce texte était signé par la Vieille Taupe et autres organisations, et constituait un supplément à « Guerre Sociale ». Nous avons écrit que ce genre de provocation ne pouvait que provenir d'individus avides de sensationnel et de spectacle, frustrés de ne pas avoir été considérés jusqu'à présent. Je rajoute qu'au fond pour une maison d'édition qui republie le mensonge d'Ulysse, c'est après tout une bonne opération publicitaire.

Après les attentats de Bologne, Munich et Copernic, il suffit de dire : sur les nazis on a dit beaucoup de choses mais ce n'est pas ce que l'on croit, la preuve : les chambres à gaz n'ont pas existé - ça y est, c'est parti les amalgames, les déformations, les accusations pleuvent de part et d'autre; Faurisson est montré du doigt, son avocat est banni; ses partisans font de la surenchère et veulent imposer leur vérité à tout prix n'hésitant pas à employer la menace et le racket.

En effet Faurisson et autres Vieille Taupe et Guerre Sociale ont des supporters à Toulouse. Au mois de Novembre ils sont venus à 4 ou 5 à notre local me faire un numéro d'intimidation exigeant que je passe leur tract in extenso. Je m'y suis énergiquement refusé leur proposant un droit de réponse à nos articles, ce qu'ils n'ont pas accepté me disant que cela ne les intéressait pas. Ensuite par mesure de représaille, ils ont apposé une affiche manuscrite stigmatisant mon refus signant leur texte par « des débiles ».

Au mois de Mars dernier sur des locaux amis, les premières attaques personnelles commençaient par un bombage « Réglat vous dit : votez Poujade et en silence » j'ai effacé mon nom, ne tenant pas plus à la publicité pour me soutenir qu'à celle pour me bannir.

Quinze jours après, rue des Amidonniers, la vitre de notre local était détruite accompagnée de slogans ironiques sur Basta; Là un cap était franchi, que nous pouvions difficilement supporter. Je comprend que ces gens-là dégueulent sur le travail salarié; je suis prêt à en faire autant, mais pas avec eux dans mon coin. Je comprend que ces gens-là vivent de chantage, de système-démerde ou autre, mais nous n'admettrons jamais que quiconque s'en prenne à nos moyens de survie et d'expression. Ceci est vrai pour les fascistes, comme pour ceux qu'une branlette intellectuelle a rendu définitivement sourds et hermétiques à toute explication ou discussion.

Le Samedi 2 Mai, la « Mangouste » incendie le local d'134 ainsi que les locaux d'Adèle-Barberouge et de la Ligue Communiste. En ce qui nous concerne, c'est la troisième fois que nous sommes la cible de l'extrême-droite :

La première fois, en mars 76 où après avoir fait sauter locaux et machines de l'imprimerie, le pouvoir pour faire bonne mesure me mettait en prison. Son but : faire disparaître par tous les moyens l'imprimerie 34 que la presse avait désignée comme la plateforme du terrorisme international. Cette manœuvre a échoué, en 1977 nous repartions de plus belle;

En 1980 deux cocktail molotov mettaient le feu à nos locaux;

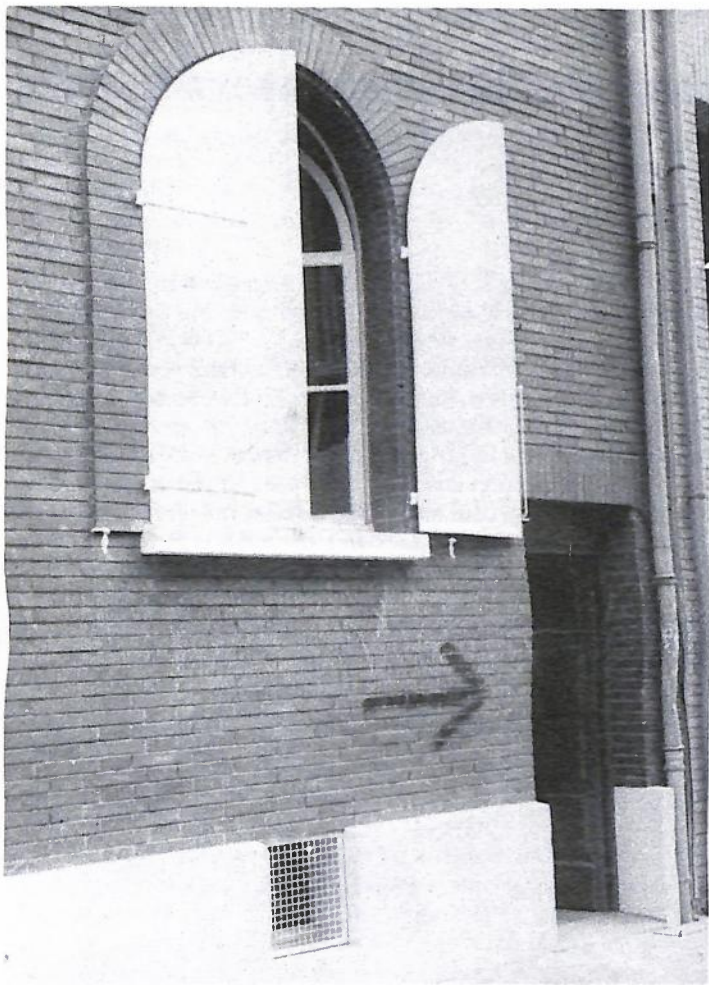
En 1981, la mangouste sévit.

Nous nous trouvions donc trois associations à la veille des élections présidentielles victimes des fascistes avec aucune salle pour nous exprimer. Ce sont les événements qui nous ont unis et malgré nos divergences nous avons décidé d'organiser un meeting; le parti socialiste a consenti à nous prêter la salle du Taur à condition que soit organisée une protection rigoureuse afin de déjouer toute provocation. Des membres du P.S. et de la C.F.D.T. ont tenu à nous aider dans cette tâche.

Nombreuses sont venues les personnes, nous apportant leur soutien; nous nous étions donné comme consigne de sécurité d'éviter que la porte d'entrée ne soit obstruée par des personnes debout. Nous demandions donc, deux camarades du P.S., une de l'imprimerie 34 et moi-même aux gens de bien vouloir s'asseoir. Tout le monde se prêtait de bonne grâce à cette mesure de sécurité; sauf quelques agités qui gesticu-

Textes et noms sur les murs, cassage de vitrine méthodes de rats qui suintent de l'ombre de façon anonyme pour nous attaquer juste après l'attentat de « la Mangouste ». Enfin tract mensonger - on se met à douter de la « vérité historique » (l'inexistence des chambres à gaz) que ces gens prétendent défendre.

laient dans un coin, et qui, dès que nous avons éteint la lumière pour projeter un film vidéo sur la montée du fascisme en Europe ont obstrué la porte d'entrée. J'ai demandé à l'un d'entre eux de bien vouloir s'asseoir ou de quitter les lieux, il m'a répondu : Je t'emmerde, tu es un con. Je l'ai viré de la salle et il m'a immédiatement traité de fasciste. Peu ou après 6 ou 7 de ses comparses se retrouvaient regroupés dans la cour intérieure; Furieux, ils ont passé une bonne demi-heure à nous insulter dans le style : « Travailleurs de merde, demain vous retrouverez vos machines, au boulot etc... ». Nous n'avons pas bougé, nous contentant de leur interdire la salle vue leur attitude, et surtout parce qu'elle-ci était bondée. Un d'entre eux m'a demandé de venir à l'écart car il voulait me parler; il m'a



...Fléchage flicard vers un local... suivi d'une visite de la maison poulaga ! On s'en souviendra...



Et pourquoi pas, puisque tous les moyens sont bons, l'étoile de sion. Les imbéciles ont leur socialisme...

demandé de le laisser entrer pour aller chercher un sac et un ami; il m'a dit que faire passer un film sur la montée du fascisme était une lourde erreur et qu'enfin ce n'était ni lui ni ses amis qui avaient bombé des inscriptions sur les murs et cassés notre porte rue des Amidonniers. Je lui ai répondu que puisqu'il me le disait je le croyais; point final.

Vers la fin du meeting, mon interlocuteur affirmait à une copine de 34 qu'il allait nous démolir politiquement. Deux d'entre eux essayaient d'entrer en force dans la salle; ils en ont été empêché et sont restés à éructer leurs insanités dans la cour intérieure. Un ami qui nous accompagnait a eu la facheuse idée de vouloir les photographier, je l'ai moi-même immédiatement empêché. A la fin du meeting ces jeunes gens nous ont quitté, déversant les derniers quolibets que leur fournissait leur imagination.

Durant la nuit ces héros de la radicalité gribouillaient mon nom sur les murs d'une clinique se plaignant de mon aspect physique qui ne paraît pas correspondre à leur notion de l'esthétique; de mon nom portait un fléchage qui conduisait à des locaux amis; ce qui était possible s'est produit dans l'après-midi : la directrice de la clinique a porté plainte, les flics ont suivi les flèches et sont venus importuner les copains.

A partir de ce moment-là la mesure était pleine. Il n'était plus pour moi, pour nous, possible d'accepter l'insulte, la menace, le racket intellectuel. Nous sommes allés place du Capitole pour voir des gens heureux, fêter la chute de Giscard. Heureux nous aussi car cela peut aboutir à des objectifs immédiats comme la suppression de la Cour de Sécurité de l'Etat, la suppression des Q.H.S., l'abrogation des lois Sécurité et Liberté, l'abolition de la Peine de Mort. Pour nous ce n'est pas la victoire finale, mais des batailles gagnées avec tous ceux qui les ont menées. La victoire de Mitterrand, c'est une autre paire de manches; la gestion du capital par la social-démocratie nous maintient forcément dans l'opposition.

Ceci étant dit, nous étions aussi venus pour rencontrer nos petits copains délateurs, mouchards, menteurs et merdeux. Très vite, dans la rue du Taur ils étaient regroupés prêt à la fuite et nous nous sommes cognés; Ils nous ont cherché, ils nous ont trouvé et pour nous point final. Non, on ne cherche pas la bagarre à tout prix. Non, on ne l'évite pas à tout prix. Par rapport au tract « Notre royaume est une prison » nous avons pu faire des erreurs d'appréciation mais personne ne nous imposera par la menace de passer un tract qui n'est pas de notre cru. Ce ne sont pas les inscriptions débiles : Réglat, face de rat - Réglat règle à calcul - réglat est gros... qui nous feront changer de position.

Ils nous doivent des explications sur leur racket et tôt ou tard ils nous en donneront. Je n'ai jamais dit que la vieille Taupe, Guerre Sociale étaient des fascistes; Je n'ai jamais dit que leurs partisans étaient gros ou avaient une face de rat; je n'ai jamais cassé leurs locaux ni désignés à la police. Nous n'avons jamais obligé quiconque à passer nos textes ou à les diffuser; nous n'avons jamais menacé quiconque de boycott si un tel fréquentait un tel, eux le font.

Je me fous à la limite des thèses de Faurisson sur l'inexistence des chambres à gaz. Mais si la vérité historique est du même cru que les mensonges et âneries débitées sur notre compte par ses partisans, je comprend que l'on ait des doutes.

Jadis, la « Vieille Taupe » diffusait un livre de Spartacus « Les enfants du Prophète ». Jadis aussi, nous avions connus des « veuves maos ». Ce mal de la décadence et de l'identification atteint de toute évidence d'autres « milieux ». La Vieille Taupe est devenue très vieille et elle a aussi ses orphelins. Nous avons maintenant des « veuves Guillaume » (leur gourou). La « Guerre sociale » vaut mieux que les tristes adolescents qui se sont identifiés à elle et n'en ont retenu que la « Guerre des boutons ».

Quant à nous nous ne serons pas plus blancs de peur que notre ombre (comme certaine librairie) et si l'esclave fait le président, les racketteurs font les racketteurs.

Sauvez-vous misérables, l'ombre de votre incohérence est sur vous, vous êtes inquiets ? N'en mourrez-pas, vous nous manquerez.

# Les Racketteurs de l'Ombre (suite)

## ou tirez-vous de notre soleil (fin)

Dans le dernier numéro de Basta (n°17) nous avons eu une maladresse concernant le tract «notre royaume est une prison». (Titre de notre article). On n'en disait pas que du mal d'ailleurs (texte «les deux existent»). Maladresse : parce que le peu de portée de ce tract au niveau des gens rencontrés faisait qu'on aurait dû le reproduire au moins en partie, afin qu'ils comprennent de quoi on parlait. Maladresse contre nous-mêmes, et c'est ce qui nous importe, puisque cela annulait une partie de la compréhension qu'on pouvait avoir de nos textes. Ceci dit, à partir du moment où on prétendait nous imposer d'une manière autoritaire, sous forme de chantage, le passage intégral de ce tract dans un autre numéro de «Basta», on ne pouvait être

d'accord. Le racket et l'intimidation, ça ne marche pas chez nous. Après les prolongements minables de cette affaire de microcosme, il n'en est plus question (voir autres articles). Mais comme il est normal que les «enfants du Prophète» suivistes comme toujours, soient bien en retrait de celui-ci, nous ne confondrons pas les deux. Les «Toulousains» n'ont rien produit de méritable que leur calomnies et leur fléchage policier, la décadence. Alors, pour le tract, qui n'est bien sûr pas de leur cru, vous pouvez l'avoir à «Guerre Sociale» - B.P. 88, 75623 Paris-Cédex 13.

Maintenant, que sur le contenu notre position soit claire !

mythologie de l'antifascisme, libéral ou stalinien, réécrit l'histoire et dissimule l'unité profonde des formes démocratiques et dictatoriales que prend l'Etat. La démocratie sera toujours prête à se transformer en dictature, et vice versa, pour sauver l'Etat\* (voir notre position sur le trotskysme et l'article «l'Internationale des Marchands» dans le numéro 17).

D'accord donc ! Tout cela n'est pas très nouveau puisque un communiste comme Bordiga, un conseiller comme Pannekoek, dénonçaient l'abandon de la critique anti-capitaliste au profit de la critique de la forme que l'Etat revêtait, ce qui effectivement se cristallisait sur l'anti-fascisme démocratique, le parlementarisme... Il ne faut pas être académicien non-plus pour faire remonter l'expansion du mouvement révolutionnaire par la social-démocratie (Noske, le commanditaire social-démocrate de l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Liebknecht). Sur ce terrain, on n'a pas envie de discuter 107 ans.

Nous disons cependant que si «l'opposition entre fascisme et anti-fascisme, dont on fait un absolu»\* est une mauvaise blague, il faut prendre cette restriction dans les deux sens. Faire de l'anti-fascisme un absolu est aussi une mauvaise blague.

Il faut être aveuglé par cet absolu, pour ne pas voir la recrudescence d'actes d'agression physique par des groupes fascistes. Ils existent : nous les avons rencontrés. S'il est faux de penser que l'Etat est fasciste, et que le fascisme a un devenir historique à la tête de l'Etat, il est aussi faux de nier l'existence de ces groupes dont l'aspect le plus dangereux est qu'ils se développent à l'ombre et avec la protection du pouvoir libéral. S'il est faux de s'aveugler sur eux au point qu'on ne verrait pas que la même idéologie peut être secrétée par le PCF, il est faux d'ignorer le danger physique que représente leur armement à travers toute l'Europe.

D'autre part nous comptons pouvoir continuer à dire aux «Faurissoniens» que :

- la comptabilité sur le nombre de cadavres dans les camps et la technique avec laquelle ils ont été éliminés nous semble sordide et inintéressante.

- que le texte sur l'inexistence des chambres à gaz, qui reprend les thèses de Faurisson, ne pouvait qu'être incompris, que provocateur et publicitaire, le lendemain de l'attentat de la rue Copernic. Il fallait s'y attendre.

### TÊTE A CLOUS POUR DÉMOCRATIE MARTEAU



- que la thèse selon laquelle la seule idée des nazis était, par la déportation et la concentration, de rentabiliser la main d'œuvre, est d'un économisme douteux. On ne voit pas en quoi la déportation d'être affamés, de vieillards et d'enfants pouvait être productive. C'est faire bon marché de l'idéologie de la race, de l'extermination théorisée des races inférieures.

- qu'il ne faut pas confondre l'objet et sa récupération.

De même que, pour finir, nous comptons pouvoir continuer à dire que les opposants aux thèses Faurissoniennes utilisent de bien étranges méthodes, plus proches de la chasse aux sorcières hystérique que du débat. De quoi ont-ils peur

- en vidant Faurisson sans salaire de l'Université ?

- en vidant de la LICRA l'avocat de Faurisson, alors que celui-ci ne défend pas les thèses de Faurisson mais son simple droit à l'expression et à la défense ?

C'est cela qui a justifié l'intervention de Chomsky. Maintenant, nous dirons comme lui : Ras-le-bol, assez de temps perdu. Et que ceux que désormais ça intéresse écrivent à «Guerre Sociale» dont nous avons donné l'adresse.

La nécessité de maintenir un certain nombre de positions théoriques essentielles au sein de la marmelade gauchisto-démocratique, nous amène parfois au sentiment d'avoir un moulin à prières. On se répète. Il le faut, sans doute, mais c'est parfois chiant et il ne faut pas en abuser. Alors pour ceux de nos relatifs anonymes qui penseraient, voilà quelques-uns des textes que nous avons écrits.

N.9 - Novembre 1977 - «**Le vrai visage de la Social Démocratie**». «Dernièrement F. Mitterand commentant un détournement d'avion, motivé par le désir du pirate de parler 10 minutes à la radio affirmait «c'est le retour à la barbarie». Pour ce social-démocrate, la barbarie c'est le pirate et non les flics qui, en intervenant, ont causé un mort et plusieurs blessés. Mitterand a remis ça sur les barbares pour soutenir son compagnon dans le socialisme, Schmidt. En chœur, ils s'indignent sur les agissements de la Bande à Baader et non sur les lois scélérates de la RFA... Passons sur l'Italie, la Grèce ou l'Espagne... Nous comprenons très bien que les démocrates en place ou en passe d'y accéder s'inquiètent des glissements d'individus qui contestent leur autorité, et qui refusent des valeurs qui ne peuvent qu'assurer la pérennité du Capital.»



N.10 - Avril 1978 **L'autonomie**. critique de l'«autonomie», non comme un mouvement réel, mais comme récupération du nouveau gauchisme.

**Critique/polémique avec le mouvement parcellaire : féminisme.**

N.14 - Mai-Juin 79 - Titre : «**Tête à clous pour démocratie marteau**»

Dernière page : «**Europe, la séduction des ordures ménagères**»

**Contre le modèle Ouest-Allemand  
La gauche à l'unisson : Vive la Police !**

N.18 - Décembre, Janvier 81

**Les G.A.R.I.**

**Nous ne sommes pas des démocrates.**

«Pour nous, c'est clair : partout sur la terre l'être humain passe au second plan; on peut le glorifier à un moment, le jeter à la poubelle à un autre moment; il est comme une machine qui produit indifféremment, mais au maximum, pour ce qui n'est qu'un intérêt économique dont vit, dont profite une infime partie. On ne va pas reparler en long et en large du capitalisme, mais c'est pourtant de l'exploitation, de l'oppression qu'il s'agit ! De celle qui nous frappe quotidiennement. Et cela, pour nous

(pas pour tous) c'est valable aussi bien dans «les pays de l'Ouest» que dans «les pays de l'Est.»

(...)

«En cette fin du XXe siècle on peut quand même constater que la contre-révolution est triomphante et que, partout, le goût du pouvoir réintroduit l'esclavage dans ses formes modernes. En URSS, en Chine, la dictature au nom du prolétariat, alors qu'un formidable vent d'espérance avait secoué le monde, a enfanté un monstre. En Europe de l'Ouest, une caste de politiciens professionnels, de négociateurs, n'ont eu de cesse de canaliser les luttes sociales sur quelques voix de plus, quelques députés de plus, ceci «pour quelques dollars de plus» dans les mains d'un prolétariat à qui on les a retiré deux mois après. Le bilan globalement positif est ainsi tel qu'on s'achemine vers un XXIe siècle policé et policier de multinationales et de populations silencieuses, désabusées et soumises.

Tout ceci a un point commun. A un moment donné ceux qui voulaient avoir un pouvoir sur leur vie, savoir où elle allait et pour ce faire, voulaient maîtriser le pourquoi et le comment de leur production sociale, ont démissionné, ont délégué leur pouvoir. Après c'était fou, tout leur échappait. On leur reprenait leurs ateliers, leurs champs, on les rendait soit à leurs propriétaires, soit on les étatisait, c'est-à-dire qu'on les remettait aux bureaucrates. Ça s'est passé en Algérie, au Chili (avant la mort d'Allende), au Portugal, en Andalousie l'été dernier (après la mort de Franco...!)»

#### Lutte des classes ou démocratie

A y regarder de près, d'ailleurs, les luttes sociales sont volontiers anti-démocratiques. La démocratie se fonde sur la loi de la majorité. Or «la majorité» (de ceux qui ont voté) en portant un homme au pouvoir a accepté une politique donnée. La minorité (de ceux qui ont voté) est censée se plier au consensus. Le consensus c'est le profit, c'est la propriété, c'est le privilège. Dès lors une grève peut être synonyme d'atteinte au droit du travail. Une occupation d'atteinte à la propriété. Une séquestration d'atteinte à la liberté individuelle. Pour briser cela, et les travailleurs le savent, l'arme du système n'est pas fondamentalement la prison ou l'intervention de l'armée : c'est la négociation. On réintroduit la contestation dans la norme, on calme tout le monde, chacun reprend le travail dans la boîte du patron, on a les accords de Grenelle etc... Quelques mois après, l'inflation (bien sûr due aux augmentations de la «charge salariale») grignote le tout.

Où alors il faut aller plus loin.

Les occupations s'étendent; on redéfinit l'outil de travail, on fédère les comités de base; les délégués sont révocables, on assure son auto-défense, bref peu importe le scénario, mais on est en pleine anti-démocratie...

Que ce soit dans ce cas-là, ou dans la période actuelle de gel social pré-électoral, la démocratie réelle est bidon ! Les pays démocratiques sont ceux où la rentabilité du travail, le taux de plus-value extorquée, est la plus haute. Les chefs démocrates s'appellent Thatcher, Reagan, Soares, Giscard d'Estaing, W Brandt et en Italie Tremblante de terre. Ils n'ont pas fait de coup d'Etat, que l'on sache ! Le système les a naturellement conduit au pouvoir.»

#### «Coluche, coqueluche louche»

N.17 - Novembre 1980

**Comment tuer deux fois les victimes de la rue Copernic.**

«La levée de bouclier fut exceptionnelle, justifiée, mais douteuse quand elle venait de nos douteux politiciens, en ce qu'elle portait une odeur de réaction. D'une part s'étalait sur toutes ces attitudes officielles comme une tâche d'hypocrisie. D'autre part, au nom de l'anti-fascisme, la démocratie tirait la couverture en dénudant son muffle glacé.

Suit la démonstration et la fin de l'article «la Bêtise progressiste en progrès constant».

N.20 - Février Mars 1981

**«La France Stalinienne»** (couverture de l'As-somoir N.7)

A travers cet «inventaire» non exhaustif de ce que nous avons écrit il est facile de voir que pour nous «de fausses oppositions politiques se substituent aux oppositions sociales réelles» \* et combien «la

# LES FASCISTES ET L'ETAT

Le fasciste est un con. Le type d'actions qu'il mène sont toujours du même ordre et son idéologie profonde n'a pas changée. Si le fasciste a amené quelques modifications dans sa façon de s'exprimer c'est par soucis d'adaptation, ses manières sont toujours aussi dégoûtées et répugnantes. L'attentat fasciste ne vise qu'à une chose : faire du sur place. Les forces matérielle, physique et verbale utilisées en tant que contraintes sont toujours leurs méthodes. On n'aime pas, on encule et on viole, on ne se bagarre pas, on détruit et on tue, on ne discute pas on affirme et on impose. C'est dans ce sens là que je dis que le fascisme est une idéologie du sur place. S'il y a eu et s'il y a une évolution de la société ce ne sont ni les guerres, ni les viols, ni les discours en forme de sentence qui y ont contribué, mais bien au contraire, la lutte, la discussion, le partage, la réflexion et l'amour.

Le fasciste est un peu un concentré de toutes les saloperies qui existent aujourd'hui. S'il est possible de discuter, de faire entendre son avis avec une majorité de gens qui, individuellement (moi avec) sont prêts à le faire, avec le fasciste cela n'est pas. Il ne vit que parce que le milieu s'y prête : prenez tous les fascistes, mettez-les ensemble dans un panier, ils s'auto-détruiront, incapables de s'apporter quelque forme d'aide que ce soit, inabordable, intouchable à toute évolution, c'est une cellule cancéreuse et sa seule fin se trouve dans la mort : la sienne ou celle des autres.

Le bouillon de culture qui favorise sa croissance ou son existence c'est bien entendu l'état et les institutions. Si l'on est d'accord sur le fait que le fasciste est un personnage négatif à tous points de vue, en le décomposant on s'aperçoit que ces différentes tares sont en fait les institutions sur lesquelles s'appuie le gouvernement pour gérer notre vie. L'amour incarné par le secrétariat d'état à la condition féminine, par Michel Debré, la force sans rémission incarnée par les ministères des armées, de la justice et de l'intérieur, le discours imposé, parle monopole d'état sur les moyens d'information et d'expression.

Le fasciste ne fait de compromis avec lui-même, il ne tergiverse pas, c'est non c'est non. L'état lui est composé de beaucoup plus de gens, c'est plus complexe, plus éparpillé donc plus sujet à l'attaque. L'image qu'il donne de lui-même est aussi meilleure que celle du fasciste, noir comme un trou. L'état s'habille du costar et de la cravate colorée : c'est un vernis (le côté uniforme d'un état étant assumé par l'armée et les militaires).

L'état lui non plus ne tergiverse pas. S'il cède sur certains points c'est plus par obligation, sous une forte pression que par envie de voir les conditions de vie évoluer. Il ne faut pas confondre progrès et évolution. Le progrès scientifique, technologique n'amène pas obligatoirement à une évolution. Les machines, l'informatique, la navette spatiale sont des progrès issus de l'intelligence, mais de l'intelligence seule. L'ouverture qu'ils pourraient offrir à un niveau humain est systématiquement annulée. (Un coeur artificiel ne résoud en rien le problème des infarctus, conséquence d'une vie de dingue ou du mal d'aimer. Ce coeur peut être considéré comme un progrès mais en rien comme une évolution). L'utilisation du progrès se fait toujours et en premier lieu dans un sens répressif, au sens propre du terme (informatique ♦ fichage : électronique ♦ armement etc...) mais aussi répressif humainement : modernisation des machines et en même temps création de nouveaux besoins et obligation de bosser autant pour fabriquer et consommer.

D'autre part si l'état cède à la suite d'un mouvement social important, il ne faut pas oublier que ce n'est en fait qu'une apparence. Il va mettre en place de nouvelles institutions qui pourront gérer cette évolution (gestion économique aussi) et la rendre répressive. Secrétariat d'état à la condition féminine, loi sur l'avortement, récupération de l'écologie pour faire des villes propres (et sans expression) etc... etc... Donc l'état par le biais de son gouvernement et de ses institutions donne l'impression de vouloir évoluer, récupère à son profit les initiatives qui lui sont extérieures et on peut être sûr qu'en remettant au pouvoir nos désirs celui ci va en faire exactement l'opposé de l'idée originale (Einstein. Pas de pardon aux scientifiques inconscients. L'intelligence scientifique n'excuse pas l'inconscience humaine).

Le fasciste peur et dur ne fait pas de compromis, l'état donne l'impression d'en faire, les deux se justifient par leur existence réciproque.

Si en les mettant ensemble les fascistes s'auto-détruisent ceux qui participent au pouvoir réunis ensemble se battraient entre eux sans issue car ils n'ont rien à vivre. Ce qui les maintient, qui les fait soi-disant vivre c'est la population, le vulgum pecus dans lequel ils puisent leur substance leur nourriture. C'est grâce à notre originalité, notre imagination, sans nous ils ne sont rien et je n'ai pas envie qu'ils aient une quelconque réalité. On se débarasse d'un fasciste comme on se débarasse d'un pou, parce qu'il nous dérange, parce qu'il

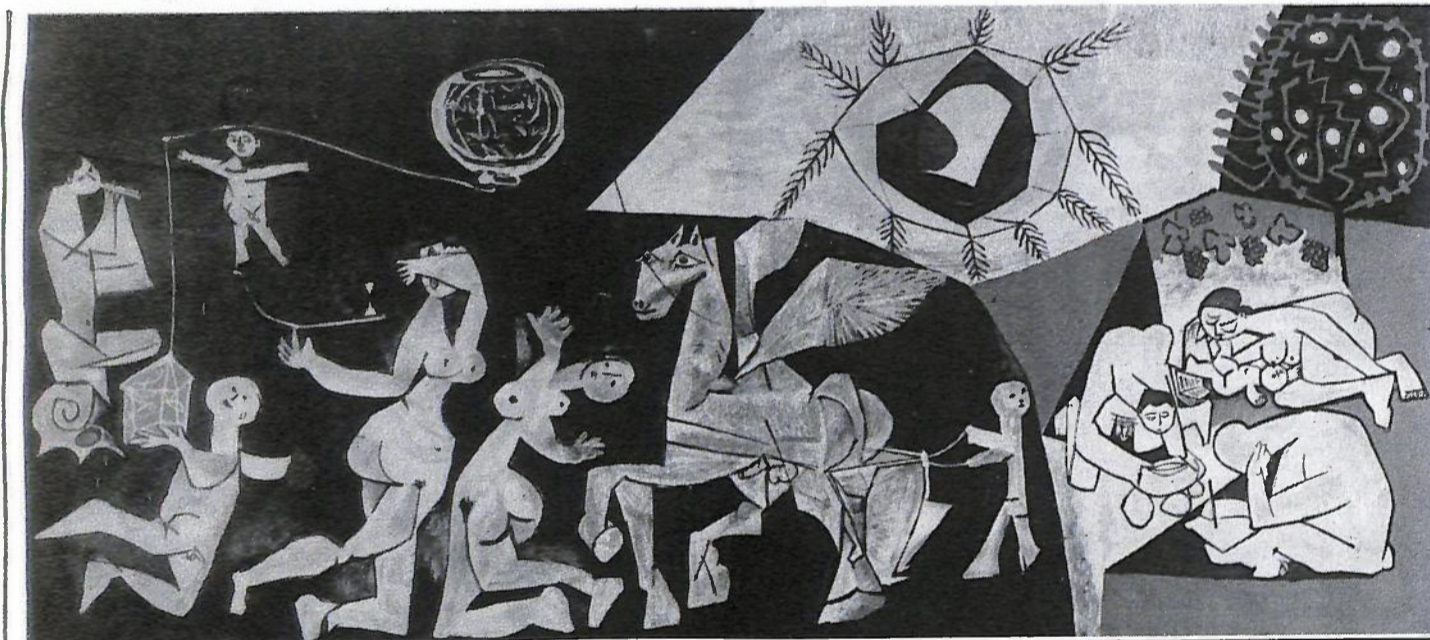
nous bouffe, il en est de même pour l'état, l'état doit mourir, il en va de notre vie.

L'exemple exemplaire (comme quoi l'exemplarité des peines est une connerie) de ceux qui ont été jusqu'au bout de leur névrose est bien celui d'Hitler, d'un gouvernement et d'institutions fascistes, apothéose, image puret parfaite d'un fou et de ses gouvernants assumant leur folie jusqu'au bout. On sait ce que cela donne.

Aujourd'hui en France nous avons un gouvernement socialiste. Cela va-t-il changer ? Cela peut-il changer ? Ça paraît mal barré. On peut envisager l'abrogation de certaines lois, certaines améliorations matérielles, et puis après. De nouvelles différences, de nouvelles exigences vont apparaître, il ne peut en être qu'ainsi. Que va-t-il arriver à ceux qui vont et qui déjà font le jeu de la droite ? Le passage du pouvoir aux socialistes c'est un passage de témoin, le message est enfermé dans le morceau de bois que Giscard a transmis à Mitterand. Giscard ne lui fait pas trop confiance pour la sauvegarde des institutions, mais c'est un moindre mal, il ne faut surtout pas que le bâton se perde.

Quand les socialistes et les communistes étaient dans l'opposition cela était facile, critiquer, proposer était leur lot, ne pas agir surtout en bons citoyens respectueux des valeurs morales, mais voilà c'est fini la rigolade, vous êtes au pouvoir. Mettez en application quelques unes ou même toutes les propositions faites quand vous étiez dans l'opposition, mais après, après le relèvement du smig, les 35h, suppression de la peine de mort, dissolution de la cour de sûreté de l'état, quelques centrales en moins, après tout ça quoi ? Comment allez vous faire devant les nouveaux braquages, braqueurs et braqués, les nouveaux insoumis et militaires, les nouveaux grévistes et patrons, les nouveaux assassins prisonniers et prisons.

Les maux de l'ancien pouvoir seront toujours là, ce qui voudra dire et qui vous fera dire que les gens ne sont jamais contents, cons, irrécupérables, que nous sommes des emmerdeurs, qu'on ne peut pas tout avoir. Vous allez constater votre impuissance (vous le savez déjà, mais vous jouez le jeu, vous retardez l'échéance) à régler les problèmes économiques, sociaux et humains par le biais d'un gouvernement, alors nouvelle répression rendue nécessaire par l'incompréhension des gens à vos façons de fonctionner, vous aurez accompli une révolution sur vous-même pour revenir à la case départ : élections pièges à cons.



PABLO PICASSO : «LA PAIX».

Malatesta est un théoricien-praticien anarchiste (1853-1932) italien qui adhéra à la première internationale en 1871 et rejoignit l'aile bakounienne avant de se séparer du «collectivisme» et se faire le propagandiste du «communisme libertaire».

En 1877 avec une trentaine d'internationalistes en armes, drapeau rouge en tête, il s'empara d'un village, Lentino, pour tenter d'y instaurer le communisme.

Arrêté puis acquitté (comme d'autres...) ce n'était que le début de ses aventures.

Fondateur de 2 journaux en Italie «La Question Sociale» et la «Anarquia», puis à Buenos Aires (il avait fuit d'Italie dans une caisse de machine à coudre) il finit par rejoindre clandestinement l'Italie où, opposé au parlementarisme, à l'individualisme et au marxisme il voulut organiser l'anarchisme d'une façon spécifique (un parti ! !), se fit l'avocat du syndicalisme révolutionnaire et de l'action directe ouvrière.

Fomentateur de révoltes (en 1914 la «Semaine Rouge» où le peuple s'empara de la ville d'Ancône), éternel pourchassé il garda toujours une cohérence de pensée. Par exemple contre le Sellicisme de Kropothine et pour l'internationalisme face à la première guerre mondiale.

(Pour la plaquette écrire à «Basta» dont c'est un supplément, et qui transmettra au Collectif Libertaire d'Avignon).

Pendant la période électorale des copains du «Collectif Libertaire d'Avignon» ont tenu à rééditer, dans leur collection «Pensée et Action», un texte d'Enrico Malatesta intitulé «En période Electorale». C'est un dialogue entre deux travailleurs, l'un anarchiste, l'autre socialiste» dont nous vous livrons ici la fin :

- Louis : «Eh bien, cela te plaît ! Au diable les élections et mettons nous à l'oeuvre. Donne moi la main et vive l'anarchie et la révolution sociale !»

- Charles (l'anarchiste) : «Bravo et en avant !»

Pourquoi cette réédition ? Laissons la parole à nos amis avignonnais.

\* Revoilà l'époque du grand cirque électoral. A cette occasion, il nous semble intéressant de ressortir ce texte d'Enrico Malatesta, contenant une critique toujours aussi valable des élections.

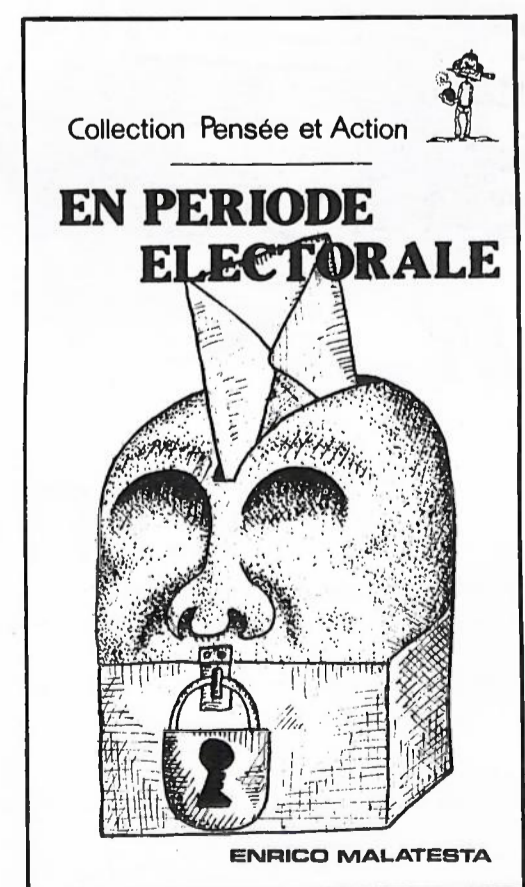
\* Nous avons préféré garder sa forme première au texte malgré certaines expressions vieillottes et le décalage qu'il a pu prendre avec la situation actuelle.

\* Le but est donc double :

- faire connaître les écrits de Malatesta
- présenter à travers lui notre position sur les élections passées et à venir, cette tromperie monumentale dans laquelle plusieurs, jusque dans les rangs anarchistes, ce sont embourbés.

\* Ce travail sur Malatesta n'est qu'un début et se continuera à travers d'autres textes et brochures, dans un avenir proche, nous l'espérons.

Collectif Libertaire  
d'Avignon



# FICHAGE INFORMATIQUE: 7 ANS APRES SAFARI

En 1974 le projet SAFARI avait soulevé des protestations au nom des libertés individuelles. En 1981 l'informatique policière se porte mieux que jamais et révèle clairement ses intentions de se développer au niveau européen. Seulement, en 1981, hormis quelques actions spectaculaires entreprises par de petits groupes (CLODO, POLICE, PRINTAFIX), le concert des interrogations a cessé.

La **Commission Nationale de l'Informatique et des libertés** (CNIL) affirme dans un rapport qu'elle « voit s'édifier devant elle une mosaïque. Les pièces en apparaissent une à une sans que l'ensemble puisse encore se deviner ». Cette commission bidon chargée de rassurer le citoyen inquiet révèle son impuissance face à une structure policière bien décidée à utiliser coûte que coûte le fabuleux moyen du fichage informatique. La police a le parc informatique le plus important de l'administration : il passe de 210 à 510 unités en 1978, augmente sa valeur de 122 %. Cela donne une idée du développement de l'infrastructure si l'on sait par ailleurs que le matériel est de plus en plus puissant pour un coût moindre. De plus la gestion des centres informatiques est centralisée depuis 1974.

**Premier fichier :** la police administrative. Ce sont les permis de conduire, les cartes grises de la région parisienne, les véhicules volés et les véhicules en circulation. Soit sept millions de permis, l'état civil de six millions de propriétaires et de huit cent mille anciens propriétaires, les caractéristiques de quatre cent mille véhicules volés.

**Deuxième fichier :** celui de la police. C'est le plus important; il comporte quatre chapitres pour l'instant, les personnes recherchées, la recherche criminelle, les renseignements généraux et la DST.

**1) le fichier des personnes recherchées.** C'est le dossier le plus sollicité auquel sans doute se seraient adressés les terminaux de lecture optique si la zone de lecture automatique avait été maintenue sur la nouvelle carte d'identité. Ce fichier constitue le regard de la police sur tous les individus qui ont maille à partir avec l'administration, la justice ou l'armée, c'est-à-dire un nombre considérable de personnes.

17 % sont ceux qui sont recherchés pour l'exécution d'un mandat ou d'un jugement

19 % ce sont les déserteurs, les insoumis

1 % les détenus évadés

le reste, 63 % ce sont les interdits de séjour, les expulsés, les fugueurs, les détenus du fisc que l'on recherche plus ou moins.

C'est aussi ce fichier qui contenait le sous-fichier « MR » (Mouvement Révolutionnaire).

Pour chaque personne il indique l'état civil, les surnoms, le motif de la recherche, la conduite à tenir en cas de « rencontre ». Ce fichier est branché sur 250 terminaux où se relient les aéroports, la police des frontières, les commissariats, les préfectures et certaines mairies lorsqu'elles font la demande de passeports. Enfin l'envoi de terminaux légers est commencé, qui peuvent s'installer à l'intérieur de véhicules de patrouille.

**2) le fichier de recherche criminelle.** Outil de la P.J., il contient 400 000 des plus « grosses affaires », les infractions, les objets volés, les auteurs et les victimes (plainte pour papiers volés par exemple); avec une vingtaine de terminaux.

**3) le fichier des associations des R.G. :** 80 000 enregistrements.

**4) le fichier de la DST** qui est isolé des autres fichiers de la police, rue des Saussaies à Paris.

Ce véritable arsenal de moyens mis au service du quadrillage policier est bien entendu susceptible de se développer rapidement ces prochaines années. La CNIL, qui d'ailleurs reconnaît son impuissance à mettre le nez là où elle est fondée de le mettre, et qui par ailleurs semble très conciliante (avis favorable pour la carte d'identité, avis favorable pour les titres de séjour délivrés aux étrangers), est chargée d'empêcher la connexion des fichiers policiers. Voeux pieux, pharisiens.

Non seulement les fichiers sont regroupés (sauf DST) faitement compatible à une inter-connexion. En gros il suffit de brancher un fil. Tout cela a été réfléchi, commandé et installé sans aucun contrôle judiciaire, alors que l'informatisation du sommier (fichier des renseignements judiciaires) est en cours. Le « Sommier technique » de la police est la mémoire de **toutes les affaires ayant fait l'objet d'un jugement** et non nécessairement inscrites au casier judiciaire (par exemple les acquittements...).

Par ailleurs un fichier central est en cours d'informatisation qui regroupe en un lieu unique chaque document établi par chaque direction, administrative ou judiciaire. Ce fichier central, en 1974, comportait déjà 11 millions de dossiers, soit 8 000 000 de personnes françaises ou étrangères, avec des rubriques parfaitement exhaustives : de l'amateur de radio aux trafiquants de drogue, les propriétaires de colombier, les nomades, les truands, ceux qui demandent une décoration, c'est-à-dire une bonne partie de la population française. L'informatisation de ce fichier avec en plus la consignation des références des affaires archivées par la DST ou les RG est une connexion de fait qui tendra à se généraliser dès lors que sera mise en place la structure entre Etats Européens.

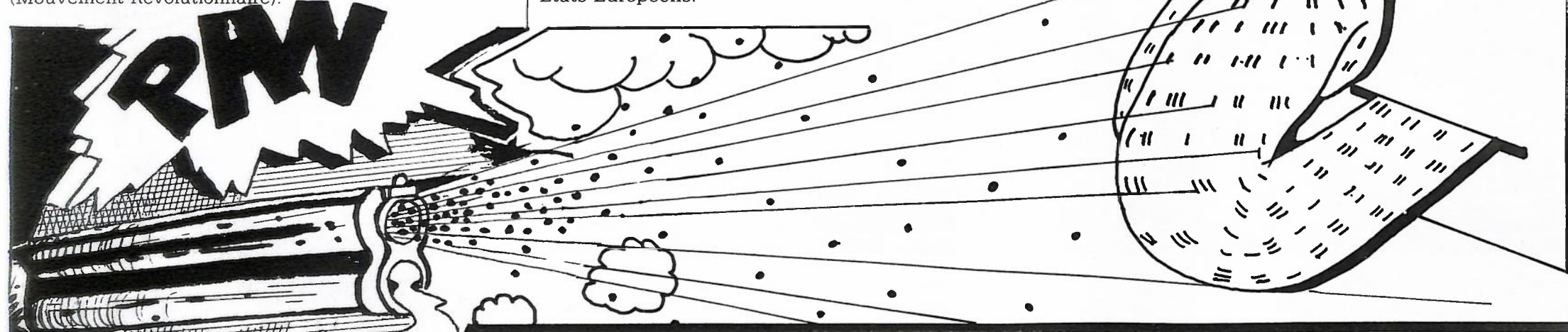
**Le Passeport Européen** Le « Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne » précise que des négociations sont en cours pour établir, « un modèle identique pour tous les Etats membres de la Communauté quant à la couleur, au nombre de pages, et à l'ordre des différentes mentions » depuis 1974. Dans ce nouveau passeport il y aurait une page plastifiée, infalsifiable, où chaque Etat pourrait inclure une zone de lecture optique. La Grande-Bretagne projette d'installer des terminaux de lecture raccordés à un fichier central aux différents points d'entrée de son territoire. « Tous les porteurs de carte, y compris les nationaux, seraient soumis à la lecture automatique de leur document ».

#### Permis de conduire, Carte grise ?

Ainsi le passeport s'ajouterait au permis de conduire européen dont le principe a été arrêté pour 1985 et qui serait également plastifié. On parlerait maintenant des cartes grises.

De tout cela il ressort que les citoyens des pays européens seront potentiellement sous le regard de la police; que celle-ci sera dotée d'un formidable instrument contre les empêcheurs de tourner en rond, les réfractaires et les opposants. Il n'y a rien qui s'oppose à ce quadrillage informatique. La loi sur informatique et liberté prévoit d'ailleurs que rien ne puisse s'y opposer puisque pour des motifs « d'intérêt public » on peut faire exception à l'interdiction de « mettre ou conserver en mémoire informatisée ... des données nominatives qui, directement ou indirectement, font apparaître les origines raciales, ou les opinions politiques, philosophiques ou religieuses ou les appartenances syndicales des personnes ». Cet alinéa de la loi concerne les fichiers du SDECE, des brigades de gendarmerie, de la sécurité militaire, de la direction générale de la Police nationale, de la recherche criminelle, des renseignements généraux, de la DST. C'est à dire toute la police.

(d'après le Monde du Dimanche du 22 Mars 1981)



**SUR le zinc**

Mais pas celui du Café du Commerce

le Melog, BP20, 75860 Paris Cedex  
18. france. CCP Paris  
15-944-91 Y.

Je ne suis pas « branché », comme on dit, sur la presse parallèle. Justement parce qu'elle est parallèle. En moins bon et en aussi sérieux. L'intérêt, c'est surtout pour ceux qui la font. Ils expectorent. C'est sain.

Je déteste franchement le papier cul révolutionnaire. Crispe, coincé malgré l'érosion de ses mots et de ses formules. « Politique Hebdo » ou l'odeur du ranci. Là, c'est franchement malsain. Je préfère encore « Entreprise », « Expansion », on y apprend au moins quelque chose; ou « A suivre », on s'en distrait.

Pas beaucoup de publications « amies », donc ! (Gare : ça ne veut pas dire qu'elles soient toutes des publications « ennemies »)

Bien sûr, on a parlé de « Bezo ru Ha dero du », et de « Avis de recherche ». Parce que, précisément, ce ne sont pas des journaux cataplasmes, mais des additifs à une lutte menée tambour battant sur le terrain. On se reconnaît là, avec toutes nos différences.

Mais il y a du papier, ici, que je reçois depuis quelques temps; c'est petit, régulier; j'ouvre, je lis et ça surprend ma vieille lassitude de la lecture. Ironique, corrosif, ça l'est. Clin d'œil. Débusquant ça et là le cocasse crapuleux de la vie politique. Réglant sans pitié (ce superflus !) leur compte aux B.C.B.G. \* de l'intelligentsia et de l'esthétique. Cirque, Foutaises.

En l'air, hop, les boîtes de conserve intellectuelles dans les poubelles de l'histoire (sont-elles bio-dégradables ?) ! C'est con que je ne connaisse pas le dixième de ce « Who's who » là. C'est peut-être le côté un peu coterie de leur revue.

Et puis, faut dire, il y a un certain Gladiator qui a l'air d'en pincer un chouïa pour nous.

Alors j'ai eu envie que ceux qui veulent découvrir « SUR LE ZINC » puissent le faire.

« SUR LE ZINC », mais pas celui du café du commerce !

\* Bon Chic, Bon Genre

## ENFIN UN BON AVOCAT MAIS RAPPELEZ-MOI SON NOM

Après que Philippe Maurice ait été en possession d'une arme à Fresnes et l'ait confondu un peu hâtivement avec une bombe insecticide, un avocat se plaignit que les prisons étaient des passoirs. En effet, selon lui, les prisonniers ont toute une cour autour d'eux : familles, avocats, assistants sociales, éducateurs, psychologues, médecins, visiteuses de prison ... gens susceptibles de faire rentrer dans les geôles un incommensurable arsenal. La solution serait donc la suppression des visites, des avocats, des assistants sociales, des éducateurs etc...

Nous on est d'accord avec ça ! Rajoutons cependant un seul point qui ne fera pas problème : la suppression de la prison.

Regrettons ici, que le nom de ce « défenseur » ait été oublié, car il serait bon de le faire circuler auprès des utilisateurs de la justice.

Après les « prisons-quatre étoiles », voilà le règne des « prisons-passoire ». Si cela était totalement vrai, les trous seraient petits, car on n'en voit pas beaucoup sortir de taule, par ces trous ! Mais peut-être est-ce là un contre-sens : l'auguste avocat voulait sans doute parler des prisonniers transformés en passoire.

**D.D.T., « LIBERATION »  
L'IRLANDE : la gauche a gagné,  
DDT est de droite,  
Libération libéral**

« Libération » N.1 de la nouvelle série.  
Première page : « un 2ème mort pour Thatcher »  
Dernière page : « Quelle connerie la faim » d'un certain Delfeil de Ton (de Charlie Hebdo et du Nouvel Observateur).

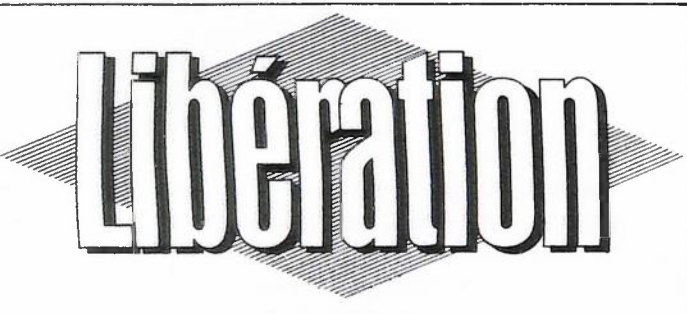
**1 Sur l'I.R.A.**

On peut trouver regrettable le martyrologue sans fin qui s'annonce après la mort de Bobby Sands et d'Hughes. On peut ne pas être d'accord avec la politique de l'IRA qui répond sur le même terrain que les unionistes protestants, en ne posant pas le problème de classes qui est au fond de la guerre irlandaise. Le parti orangiste a tout fait pour conserver l'appui de la classe ouvrière protestante aux industriels. L'IRA ne fait que cristalliser cette collaboration de classes, y compris dans ses propres rangs. (Ce serait étonnant que des affairistes « catholiques » ne trouvent pas leur intérêt à une victoire de l'IRA, c'est-à-dire à une réunification de l'Irlande. Eux aussi pâtissent de la partition). Le militarisme, l'assassinat tout azimut sont l'expression de cette politique.

**2 Sérier les problèmes.**

Dans l'état actuel de l'affrontement, après la mort des deux militants nationalistes de l'IRA, de telles critiques se font au nom de perspectives de lutte, au nom de nos implications, au nom de nos solidarités nécessaires.

D.D.T. (Delfeil de Ton) lui, voit dans Sands et Hughes les *uniques* fomentateurs de haine. Les Irlandais, seuls, sont des proxénètes qui mettent des enfants sur le trottoir pour apprendre à tuer. Voir ci-dessous l'article de DDT que nous reproduisons.



**Quelle connerie, la faim !**

*J'ai eu beau me battre les flancs, pas moyen d'être ému par la mort de Bobby Sands. Celle de Francis Hughes ne m'émeut sans doute pas davantage. J'ai pourtant tout lu son « martyre », à Bobby Sands, dans L'Humanité, aussi bien que dans la presse Hérault. Je sais pourtant que c'est un héros. D'abord, les héros m'emmerdent et surtout ceux, c'est le cas de celui-ci, qui se sont voulu héros. Ensuite, je ne vois pas comment, en Irlande comme ailleurs, les problèmes peuvent se résoudre par la haine. La haine, faut dépasser ça. C'est la courte vue. Bobby Sands poussait la haine jusqu'à se haïr lui-même. Il s'est laissé mourir de faim et qu'est-ce qu'il a prouvé qu'il ne pouvait pas prouver autrement ? Qu'il était capable de mourir de faim. Tu parles d'une connerie.*  
*Ces quatre types, qui ont surgi à son enterrement. Bérets noirs. Tenue de para. On me fera jamais aimer ça. Ces gosses à qui on apprend à tuer du « Protestant », de « l'Anglais », du « Patron », du « Traître », on trouve toujours des noms, ces gosses à qui on apprend à tuer. Si c'est pour eux qu'on se bat, ça devrait vouloir dire qu'on se bat pour qu'ils n'aient jamais à aller se battre. Ce goût de la mort, qu'on flatte en exaltant des Bobby Sands et des Francis Hughes. Entraîner les gosses là-dedans, c'est vraiment leur donner le goût de la facilité. Tuer, y'a rien de plus simple. C'est enfantin.*  
*Enfin, Bobby Sands a déjà donné son nom à une rue quelque part. C'est à Téhéran. Les ayatollahs savent reconnaître les leurs.*  
Delfeil de Ton.

Il est facile de tuer. DDT doit savoir de quoi il parle - Chapeau ! Il est comme « Fiat », il en a entre les deux roues. Mais DDT n'a pas l'air révolté du colonialisme qu'il a sous son nez.

- De ce que le peuple irlandais soit le champ expérimental des techniques avancées de contre-insurrection.

- De ce que la torture y soit employée par les anglais, ce qu'a même dénoncé Amnesty International.

- De l'indifférence générale.

- De ce que l'ultra-réactionnaire Thatcher ose mettre en balance la vie humaine avec une telle arrogance et être accueillie comme une con-sœur par toute la démocratie occidentale.

Tout cela, c'est vrai, mène à des actes désespérés : le meurtre des autres ou le meurtre de soi-même. Fruits du désespoir inconnus à nos bataillons !

Fi de tout cela. DDT est empressé, à l'ouverture de ce N.1 de Libération, de porter un jugement moral à l'encontre de ces 2 morts, mais pas à l'encontre de ceux qui les ont tués. Ce sont eux, Sands et Hughes, les salauds ! DDT vit dans les cimes de ce jugement catégorique où l'odeur de la merde dans laquelle se débattent les gens, ne parvient pas. Ainsi peut-il chausser toutes les pompes, ou être à côté de toutes.

Faudrait savoir...

DDT il y a quelques mois faisait preuve d'un dégoût extrême à aider, par une information dans le journal mitterrandiste « Nouvel Observateur », des libertaires qui ont lutté contre Franco (brave homme !), parce que ces gens-là étaient violents.

Les Irlandais font la grève de la faim. Ca c'est la non-violence la plus absolue, l'arme qui ne touche que celui qui la fait. Toute une histoire, de Louis Lecoq à Ghandi, des objecteurs aux immigrés. DDT est encore contre ! Ces gens-là sont encore des violents.

Finalement DDT n'est que pour lui-même, parce que DDT ne fait qu'écrire. DDT est pour la littérature. Il ne faudrait pas de lutte qui puisse entacher le verbe. Mais de l'Amour. Que les Irlandais aiment les anglais, que les ouvriers aiment les patrons, les taulards Peyrefitte etc... Du temps de la guerre d'Algérie il aurait dit (Ni Charlie ni Libération n'existaient, mais il y avait déjà le Figaro) « que les Arabes aiment les Français - F.L.N. assassin ! »

DDT est un chrétien, même pas de gauche. Il écrit de belles saloperies réactionnaires.

Cette fameuse et extraordinaire nouvelle série de « Libération » qui doit tant promettre, être nouvelle, mais très caustique, commence par d'étranges pourritures. C'est peut-être ça, la nouvelle cohérence du professionalismisme.

**INTERIMAIRES  
A GAUCHE  
TOUTE !**



La publicité, c'est intéressant plus qu'on ne croit.

*Au niveau du langage* : il y a là parfois une innovation dans la forme, une recherche dans l'imagination, qui fait défaut ailleurs. C'est normal que dans un système entièrement consacré à la marchandise, l'imagination et la recherche graphique deviennent vénales.

En 1968, il y avait un slogan : l'imagination au pouvoir. Erreur ! Car l'imagination y était déjà et y est. Je veux dire au pouvoir économique. Il faudrait dire : l'imagination contre le pouvoir !

*Au niveau du contenu* : on voit bien les nouveaux axes de manipulation, les fantasmes qui payent (ainsi la pub de Fiat « la voiture qui en a entre les roues ») et les rectifications de tir après les campagnes politiques dont on peut penser en conséquence, qu'elles ont porté.

*Les Agences intérimaires* : Elles ont constitué l'axe de la restructuration du travail en période de crise. Travail ponctuel, précaire, dépourvu de tout droit, elles ont été l'institutionnalisation du recul du droit des travailleurs (pas de garantie d'emploi, par de licenciement, pas de grève), et la porte ouverte à la surexploitation. Les patrons y ont largement prisé, car c'était là une main d'oeuvre non encadrée, embauchable, vidable à souhait. Ce qui a fait qu'après maints plasticages et la campagne du PCF, l'image de l'Agence intérimaire a été celle de marchands d'esclaves.

Dans le programme de la gauche, les marchands d'esclave sauvages (les boîtes intérimaires, et seulement elles, pas les officielles comme l'A.N.P.E.) sont critiquées, malgré l'intérêt qu'ils représentent pour le capital. C'est de la bonne morale sociale, peut-être, mais c'est aussi que les syndicats CGT-CFDT prétendent être les seuls gestionnaires-propriétaires de la classe ouvrière. Au racket qui encadre il faut bien une contrepartie : c'est la lutte contre les agences intérimaires.

Fort de l'analyse de la situation nouvelle des publicistes ont lancé le slogan « les temps nouveaux du travail temporaire », « intérimaire, tu as tes droits ».

L'agence ADIA (à Toulouse) qui lance cette campagne apparaît donc donner à fond dans le social. Le regard vigilant de la femme photographiée le prouve. C'est presque l'autogestion. ADIA ne s'en tirera pas à si bon compte, pré-sageons-le.

Détournements possibles :

«MALADIA 23.46.30.»  
«Intérimaire, on a tes droits»

«Intérimaire, tu as tes droits,  
nous avons notre profit»

Sur ce, à hue et à dia !

**1968  
DE L'IMAGINATION  
DU BOMBAGE**



L'exploitation du phantasme viril.

**1981  
AU POUVOIR DE  
LA PUBLICITE**

**Le syndicat, le roi et la putain**

«Force Ouvrière», c'est un syndicat. Un syndicat c'est une organisation qui négocie la vente de la Force de Travail, son prix, les conditions de son utilisation etc... Or tout le monde dans la société finissant par être salarié « du roi à la putain », le syndicat défend tous les salariés : le roi et la putain. Normal ! Alors on fait semblant de s'offusquer de ce que la fédération Force Ouvrière « Justice » fasse son sale boulot de sale syndicat en défendant les garde-chiourme, les matons et autres cafards. Ce ne sont, en moyenne, que des syndicalistes moyens qui mouchent confraternellement les taulards récalcitrants. Du côté de cette corporation-là, il n'y a rien à dire sur le chômage : la prison sous Peyrefitte est un

des secteurs qui marche le mieux, qui est en pleine expansion. Et quand le bâtiment va, tout va !

Pour en revenir aux revendications de F.O. après la tentative d'évasion de Philippe Maurice, le syndicat a demandé que les sanctions aillent plus haut : vers la chancellerie. C'est d'elle que dépend l'installation des mesures de sécurité. Espérons que ce soit suivi d'effet ; parce que le responsable à la chancellerie... c'est un dénommé Bonaldi, ancien directeur de la Santé, saqué après l'évasion de Messrine. Et que ce Bonaldi est... secrétaire du syndicat F.O., section Justice. Ca, c'est amusant.

# UN INDIVIDU A OSE SE PROTEGER DES AGRESSIONS FASCISTES

Nous avons relaté dans plusieurs numéros de BASTA et notamment dans celui-ci comment, les groupes fascistes s'imposent de plus en plus impunément par des attentats de toutes sortes allant du meurtre jusqu'à la destruction d'édifices d'expression, en passant par l'incendie...

Il suffit qu'un individu (Anarchiste ou autre) se prémunisse contre ces attentats par des moyens qu'il juge appropriés pour que ce soit «Haro sur le baudet» de la part de la presse et de la police.

C'est ce qui vient d'arriver à un lecteur de BASTA, Jean-Claude BOUCHARÉUX, qui a été dernièrement arrêté pour détention d'explosifs.

Un propriétaire indélicat pénètre dans une chambre louée et y découvre quelques explosifs. Il prévient la police qui après quelques jours d'enquête et de filatures soupçonne Jean-Claude d'être le locataire. Sachant que c'est un libertaire, les flics n'hésitent pas longtemps à employer les grands moyens :

- descente chez des amis de Jean-Claude,
- mise à sac après effraction des locaux du C.E.R.E.L. (Centre d'Etude et de Recherche sur l'Expression Libre) qui nous a communiqué le texte ci-dessous.
- perquisition chez les parents de J.C.
- enfin, encercllement de la maison des parents de sa compagnie, tout le monde au commissariat, et arrestation de Jean-Claude qui était venu passer le week-end.

Tout ceci n'amenant rien de plus pour les flics ceux-ci décident alors de «lâcher» la presse comme l'un d'eux l'a dit clairement à J.C. : «On va te tailler une belle réputation, on a des copains dans la presse qui feront tout ce qu'il faudra pour ça».

Quelques jours après, (une fois perquisitionnées toutes les relations ou supposées telles de Jean-Claude), le petit roquet de ces messieurs de la police de Toulouse répondant au nom de Jacques Bertrand, journaliste à La Dépêche relate les faits dans le sens où ceux-ci l'ont entendu.

C'est ainsi que J. Claude, libertaire, participant à une association de libre expression, devient un recéleur d'engins de mort, un partisan de l'action violente, un redoutable réseau de terroristes s'appropriant à passer à l'action...

Le ton étant donné, le torchon droitier «le meilleur» ne se prive pas d'en rajouter :

**Un arsenal terroriste découvert en plein Toulouse**

## LES TUEURS ROUGES DANS LA VILLE

J.C. aurait pu fomenter un attentat contre Giscard, est un exilé sympathisant des G.A.R.I., un fanatique terroriste (international), et finalement dans la conclusion de l'article, un assassin.

Arrêtons là le délire. Pour nous J.C. est un libertaire qui comme beaucoup d'autres est intervenu dans le conflit social à sa façon, surtout en développant la liberté d'expression et de discussion à travers le C.E.R.E.L. Ce type d'activité étant remis en cause de façon très violente par les fascistes et leurs supports dans toute la France, il est tout à fait normal que les gens qui ne veulent pas se soumettre recherchent les moyens de se défendre de la façon qu'ils estiment être la plus appropriée.

La pression policière et droitière visant à éliminer l'action politique et sociale menée par Jean-Claude et ses amis doit être mise en échec. Pour cela vous pouvez prendre contact avec eux au C.E.R.E.L. B.P. 49 11300 LIMOUX.

ou en écrivant à : Jean-Claude BOUCHARÉUX - Quartier 2 - Cellule 78 - PRISON ST MICHEL - 31000 TOULOUSE.

Suite à la campagne de presse aussi odieuse que mensongère, relative aux accusations portées sur Jean-Claude Bouchareu et Margarita Urroz, pour détention d'explosifs, nous tenons à démarquer l'association du C.E.R.E.L. qui a été également citée, comme repère de «terroristes». Ces deux camarades en étant membres, nous leur sommes solidaires face à la répression qu'ils subissent actuellement.

Le C.E.R.E.L. se présente comme : une association culturelle loi 1901, c'est-à-dire sans but lucratif.

Le C.E.R.E.L. est une association indépendante affiliée à la F.O.L.

Le but de l'association est de laisser la parole à ceux qui ne l'ont jamais et qui désirent s'exprimer ! !

Pour cela le centre a plusieurs moyens :

- une bibliothèque de prêt
- des archives concernant le mouvement ouvrier (affiches, etc...)
- un atelier d'expression graphique
- organisation de stages divers
- organisation de conférences-débats sur des sujets choisis par les adhérents
- création à partir de recherches sur les moyens audiovisuels...

Qui dit moyens dit finances !

L'association ne compte que sur les aides et les cotisations de ses adhérents. Son originalité fait sa force, mais sa force, c'est aussi l'aide de tous ceux qui veulent se battre pour une autre culture; une autre société !

Alors, si l'envie vous en dit, aidez-nous, contactez-nous...

# AMNISTIE (S)... pour tous ?

## SUPPRESSION DE LA COUR DE SURETE DE L'ETAT...

**Libération de tous  
les prisonniers  
politiques de Giscard ?**

Depuis des années la gauche dans son ensemble a réclamé la suppression de la cour de sureté de l'état, tribunal d'exception directement au service du pouvoir en place, pour éliminer ceux qui le gênent.

Pendant toute la campagne électorale François Mitterrand a clairement affirmé qu'il la supprimerait.

Ainsi, s'il ne fait pas de doute que cela se fasse (dans le cas d'une assemblée à majorité de gauche), on est en droit de se demander ce qui va se passer pour les personnes qui ont été jugées, ou sont en attente de l'être, par cette juridiction.

S'il est quasiment certain que les autonomistes Bretons ou Corses vont bénéficier de l'amnistie, il n'en va pas de même semble-t-il pour les autres prisonniers : Action Directe, Basques, Antillais et les Libertaires de l'affaire de Condé s/Escaut.

La cour de sureté de l'Etat, aux mains du pouvoir Giscardien les a tous reconnus comme ennemis politiques, et traités comme tels, c'est-à-dire avec tous les moyens odieux et contestés que confère cette cour. On ne peut donc à présent, après avoir combattu pendant des années ce système, trier : ceux-ci sont politiques ceux-là sont des malfaiteurs !

La Gauche ne peut jouer sur l'ambiguïté : supprimer une cour d'exception c'est bien, à condition de ne pas finasser, et de libérer purement et simplement tous les prisonniers politiques du régime précédent ! Ceux-ci ce sont battus, souvent, pour faire reconnaître leurs motivations, et leurs buts clairement politiques; c'est ce qui les a fait tomber sous le coup de la cour de sureté mais il ne serait pas juste qu'on les renvoie devant une juridiction d'assise, niant ainsi leur réalité profonde.



mensuel n.22 - mai-juin 1981

3 F

isnn 0395 4 250

